
DEUXIÈME PARTIE

CHAP. I.

Cinq Mai.

Arrivée de Miramon à Paris — Son entrevue avec le duc de Morny — Notes des ministres de France et d'Angleterre — Convention de Londres — Médiation de Seward — Arrivée des escadres alliées — Miramon veut débarquer à Vera-Cruz — Il est arrêté par les Anglais et envoyé à la Habana — Préliminaires de la Soledad — Retraite des armées espagnoles et anglaises — Rupture avec la France — Acultzingo — Cinq Mai — Retraite d'Orizaba — Barranca Seca — Borrego — Renforts envoyés à l'armée française — Siège de Puebla — Bataille de S. Lorenzo — Capitulation de Puebla — Le gouvernement libéral se retire à S. Luis — Occupation de Mexico — Assemblée des Notables — Election de Maximilien — Régence de l'empire.

Miramon arriva à Paris dans les premiers jours de mars 1861, et il fut accueilli par Napoléon III avec de hautes marques de considération.

Dès le premier moment, le duc de Morny le rechercha. Il eut plusieurs entrevues avec lui, dans lesquelles il essaya de le gagner à sa cause, désirant obtenir pour la France l'État de Sonora et la Basse Californie.

Miramón fit d'abord valoir sa situation de simple citoyen et son impuissance à contracter un engagement légal quel qu'il fut.

Le duc de Morny lui demanda quand même l'approbation de son projet, en lui laissant entrevoir un changement possible dans sa situation politique : on pourrait, dans tous les cas, trouver une formule qui aplanit toutes les difficultés.

Miramón, ne pouvant alors éluder une réponse à des offres posées en termes aussi catégoriques, déclina toute participation à un projet qui entraînerait le démembrement du territoire mexicain et déclara qu'il ne vendait pas son pays.¹

MM. Gutierrez Estrada, Almonte et Hidalgo, unis à d'autres mexicains, commencèrent alors à manoeuvrer pour faire réussir les projets qui devaient entraîner plus tard l'intervention et cette malheureuse guerre si fatale à la France et à tous ceux qui prirent part à l'établissement de l'empire au Mexique.

La première cause invoquée par l'Espagne pour intervenir au Mexique, était celle du dommage souffert par ses nationaux dans le désordre des guerres civiles.

Elle citait spécialement le cas des espagnols massacrés à l'hacienda de San Vicente Chiconcuac, propriété de M. Bermejillo qui partagea le sort de ses compatriotes.

C'est en 1858 qu'une troupe de bandits envahit l'hacienda dans le but de la piller et de se venger des procédés parfois violents qu'avaient usés à leur égard les employés de cette plantation. Ils massacrèrent impitoyablement le propriétaire et le personnel de l'hacienda.

Le gouvernement de Comonfort fit poursuivre cette bande de malfaiteurs ; quelques-uns furent capturés et après avoir

¹ Cette conversation est rapportée dans *Le Mexique de 1808 à 1867* de M. Arrangois ; mais les commentaires que cet auteur y ajoute relativement aux pourparlers qui amenèrent l'intervention et auxquels Miramón aurait été mêlé, sont inexacts.

passé en jugement ils furent condamnés à mort et exécutés à Mexico sur la promenade publique au milieu d'une foule immense. M. Zuloaga était alors président.

L'Espagne réclamait encore au sujet de la saisie du navire espagnol la *Concepcion* ordonnée par Juárez à Vera-Cruz sous prétexte qu'il renfermait des munitions de guerre destinées à l'ennemi. Mais ces réclamations, et d'autres encore, avaient été réglées entre le général Almonte ministre du gouvernement de Miramón à Paris et M. Mon, ambassadeur d'Espagne auprès de Napoléon III.

Les ministres de France et d'Angleterre auprès du gouvernement de Juárez établi à Mexico après la bataille de Calpulalpam, opposaient de grandes difficultés au gouvernement mexicain et cherchaient des prétextes pour faire intervenir leurs gouvernements respectifs.

Malheureusement pour le Mexique, le gâchis financier était devenu extrême.

Le gouvernement de Juárez établi à Mexico le 1^{er} janvier 1861 était aux abois en avril et Monsieur Prieto ministre des finances devait demander au congrès des facultés extraordinaires pour équilibrer les budgets de la guerre et des finances et imposait au pays un emprunt forcé d'un million et 112 de piastres.

On pourra se faire une idée de la dilapidation des fonds du trésor, quand nous dirons que les 60 millions de piastres, produit des biens du clergé, dont s'était emparé le gouvernement de Juárez, avaient complètement disparu et que les caisses de l'État étaient aussi vides que jamais.¹

¹ Sir Charles Wyke écrivait à son gouvernement le 27 mai 1861 : « Conformément au décret publié par le gouvernement, il y a déjà quelque temps, celui qui dénonce une propriété de l'église a droit de l'acheter dans les conditions suivantes : 60 % de la valeur de l'immeuble ou des terrains, payable en bons de la dette intérieure qui en réalité ne valent que 6 % ; 40 % en *pagarés*, ou traites à échéance de 60 et même 80 mois ; ces bons sont escomptés et donnés pour une somme quelcon-

La pénurie du Trésor obligea le gouvernement mexicain à suspendre le paiement des coupons de la dette suivant les conditions stipulées par les conventions anglaise, française et espagnole; et ce fait donna aux trois gouvernements européens une raison plausible pour signer la convention du 31 octobre 1861, dans laquelle les trois parties contractantes s'engageaient à intervenir au Mexique par la force des armes et à y établir sous leur auspice un gouvernement national.

Les états européens qui intervenaient ainsi avaient encore d'autres vues et la plus élevée était celle de fonder au Mexique une nation puissante, capable d'entraver et de contrebalancer l'influence trop prépondérante des États-Unis du Nord.

Les tendances des Nord-Américains se manifestaient bien clairement; il en est de même aujourd'hui; elles embrassent le passé et le présent; l'avenir ne saurait les modifier, leur influence politique agit sans contrepoids et leurs conquêtes économiques se poursuivent activement, préparant de futurs agrandissements de territoire.¹

que en numéraire, tant le gouvernement est pressé d'argent; par ce moyen 27 millions de piastres de biens du clergé ont été dissipés dans la capitale seulement, et le gouvernement qui n'a plus un centime en caisse cherche à contracter un emprunt pour couvrir ses dépenses courantes.

Le parti de l'église bien que vaincu n'est pas encore soumis et beaucoup de ses chefs sont à six lieues de la capitale à la tête de troupes qui varient entre 4 et 6.00 hommes.

Un de ces chefs est le fameux Marquez, qui dernièrement a mis en déroute beaucoup de corps de troupes envoyés contre lui par le gouvernement.

¹ Castelar dit à ce propos: « Cette grande pensée a été reprise d'une toute autre façon mais dans le même but; les nations hispano-américaines voulant réaliser l'idée du grand Bolivar de former entre elles une confédération capable d'arrêter les progrès des États-Unis du Nord, ont vu leur projet déjoué par ce dernier gouvernement. »

Et plus loin dans son ouvrage *Guerra de America y Egipto*; il s'exprime ainsi: « En vertu de ces préliminaires nous pensions tous qu'un congrès hispano-américain serait bientôt tenu à Panama et déjà nous entrevoyions de souriants projets et de réconfortantes espérances. Mais les États-Unis aiguissant leur

A l'époque où la convention de Londres fut signée, le moment était des plus favorables pour que l'Europe mît un terme aux aspirations de la république anglo-saxonne.

La guerre civile s'étendait dans le nord de l'Amérique; de puissantes armées combattaient sans cesse et arrosaient de leur sang les vallées du Mississipi; la haine divisait chaque jour davantage les deux partis, et le trésor était épuisé.

Les pays européens crurent qu'un gouvernement fort pourrait rétablir la paix au Mexique, relever le pays, lui donner la puissance nécessaire pour tenir en respect son envahissant voisin et maintenir l'équilibre des peuples américains.

M. Seward, ministre des États-Unis, comprit toute la portée de la convention de Londres et il indiqua que si la cause de l'intervention n'était autre que la suspension du paiement des conventions stipulées avec les puissances, les fonds du trésor de son gouvernement payeraient cette dette pour éviter au Mexique la guerre qui le menaçait.¹

Les sentiments de générosité de M. Seward à l'égard du Mexique tout entier se rapportaient peut-être plus spécialement aux États limitrophes où il aurait trouvé une garantie des sommes avancées.

esprit et avec une perfidie punique ont complètement renversé cette grande entreprise. Le ministre des affaires étrangères a été assez osé, qui le croirait? pour proposer à nos peuples de réunir le congrès à Washington et sous la présidence morale et matérielle de son pays. Et poursuivant cette idée il a proposé que les indemnités des représentants réunis dans la capitale américaine fussent payées par le Trésor de cette confédération. Cette note incroyable a circulé dans toutes les chancelleries du nouveau-monde et a mis en relief les funestes projets conçus par ces filibustiers de la diplomatie. Nous ne voudrions pas le dire parce que nous en souffrons, mais hélas! si M. Blaine n'a pas été assez puissant pour réunir le congrès de Washington, il a été assez puissant pour empêcher le congrès de Panama. Le Chili lui-même a refusé de remplir ses promesses et il a mis en oeuvre tous les obstacles imaginables pour réduire à néant cette oeuvre de réconciliation et de paix. »

¹ Note de M. Isturitz à M. Calderon Collantes, ministre des affaires étrangères de S. M. Catholique, 14 octobre 1861.

Les trois nations européennes refusèrent les offres de M. Seward et les troupes de l'intervention débarquèrent à Vera-Cruz.

Dans les conférences tenues à Soledad entre les ministres étrangers et M. Doblado, ministre du gouvernement mexicain, les premiers obtinrent un grand avantage pour leurs troupes : celui de pouvoir quitter Vera-Cruz dont le climat est fort malsain, pour établir leurs quartiers à Cordova, Orizaba et Tehuacan.

D'autres conférences furent tenues pour traiter de la paix et ces négociations aboutirent complètement pour l'Espagne représentée par le général Prim et l'Angleterre représentée par sir Charles Wyke.

Il n'en fut pas de même pour la France. Malheureusement elle était représentée par M. Dubois de Saligny, qui voulait faire comprendre dans la dette du Mexique avec la France l'emprunt Jeker.

Le gouvernement mexicain refusa d'adhérer à ces conditions et les hostilités s'ouvrirent.

Le ministre anglais prit parti dans cette affaire pour le gouvernement mexicain et M. Dubois de Saligny lui répondit, non sans raison, que le représentant de la Grande Bretagne n'avait rien à voir dans les réclamations françaises envers le Mexique.

Il faut aussi constater que Jecker n'était pas citoyen français ; il était de nationalité suisse et la France n'avait pas à entreprendre une guerre périlleuse pour soutenir des prétentions qui ne provenaient point de ses nationaux.

La guerre commença ; elle n'était point voulue par la France, et n'avait, en résumé, d'autre origine qu'un caprice de Napoléon III et les manœuvres de quelques mexicains expatriés qui voulaient à tout prix engager le drapeau français dans cette déplorable aventure.

Miramón, qui suivait de près les événements que nous ve-

nons de raconter, quitta l'Europe et se rendit à Vera-Cruz sur le vapeur *Avore*, mais en arrivant dans ce port il fut arrêté par les Anglais, qui le rembarquèrent à destination de la Havane.

M. Clément Duvernois jugea en ces termes ce procédé arbitraire : " Cet acte est certainement regrettable et pouvait susciter des conflits fort graves : Miramón n'était pas un malfacteur vulgaire. Il eût été plus digne, de la part du ministre anglais, de ne pas se laisser aller à des sentiments de haine personnelle, quand il avait à décider des questions autrement graves que celles de l'arrestation d'un homme pour lequel il éprouvait une antipathie invincible. "

Cette antipathie provenait du fait que nous avons déjà rapporté, concernant les fonds de la convention anglaise déposés dans une maison de la rue Capuchinas et dont Miramón s'empara dans un moment critique. Bien qu'on doive le réprover, il ne plaçait pas Miramón sous la juridiction anglaise et sir Charles Wyke, représentant anglais, pouvait tout au plus demander au gouvernement auprès duquel il était accrédité, le châtement du coupable.

C'est ainsi qu'avait agi un de ses prédécesseurs sur la réclamation de la maison Baron, Forbes et C.^{ie} contre le général Degollado au sujet des affaires de Tepic.

Cet incident fit dire injustement à quelques personnes que Miramón essayait dès lors de prendre fait et cause pour l'intervention, mais heureusement pour la mémoire du général il est facile de prouver qu'il n'en est pas ainsi.

D'abord si Miramón avait eu des rapports avec les hommes de l'intervention, il n'aurait pas été expulsé par le représentant d'une des nations alliées.

En second lieu, Miramón écrivit au général Almonte une lettre reproduite par les journaux de Paris, de New-York, de la Havane et de Mexico, dans laquelle il protestait contre l'intervention : " l'intervention, disait-il, n'est qu'un prétexte pour

envahir le pays, il s'agit d'une domination étrangère et par conséquent j'offrirai mon épée aux démocrates¹ „

Enfin dans deux lettres dirigées à Madame de Miramon il disait :

“ Le 12 mars 1863. Eustaquio (M. Baron) est un vrai Mexicain, il ne veut pas entendre parler des libéraux, mais encore moins des Français. Il croit, que dans un an, nous serons tous unis pour les chasser du pays. Plût à Dieu que sa prophétie se réalise. „

Et dans une autre du 13 de juin 1863: “ La nouvelle de la perte de Puebla m'a causé une indisposition semblable à celle que j'ai souffert à Madrid et à New-York, car elle m'a blessé dans mes sentiments patriotiques.

“ Ortega et l'armée d'Orient ont laissé bien placé l'honneur de l'armée nationale, mais on aurait pu faire davantage si l'on avait rompu la ligne ennemie, car on comptait avec 16,000 hommes suffisamment pourvus de munitions pour livrer bataille.

“ Moi je l'aurais fait une, deux et trois fois avant de prendre la dernière détermination. Cependant je ne veux pas passer pour un militaire de café et je ne dis qu'à toi ce que je pense. Pour juger équitablement la conduite d'Ortega, il serait bon d'abord de connaître l'état de discorde et de démoralisation qui régnait dans la place, car cela pourrait être l'excuse de sa conduite. „

On pourrait objecter et se demander pourquoi Miramon, ayant réellement ces idées et ces intentions, n'avait pas débarqué au Mexique dans un port qui se trouvât au pouvoir des autorités mexicaines.

La réponse est bien simple: exclu de toutes les amnisties accordées par Juarez, hors la loi, il eût été immédiatement passé par les armes s'il fut tombé dans les mains de son gouvernement.

¹ Noix, *Intervention française*, pag. 56.

Cela est tellement vrai, que M. Manuel Maneyro, consul de la république mexicaine au Havre en 1861 fut autorisé par Miramon à offrir son épée à Juarez contre l'intervention. Maneyro lui répondit que Juarez refusait ses services et qu'il était décidé à le sacrifier s'il mettait les pieds sur le territoire national.¹

L'arrestation de Miramon par les Anglais donna lieu à des réclamations en toute forme de la part du général Prim et de l'amiral Jurien de la Gravière. Ils convinrent que Miramon serait embarqué pour la Havane et remis en liberté, ce qui eut lieu comme nous l'avons dit antérieurement.

Les lettres que Miramon avait dirigé à plusieurs chefs de l'armée avant cet incident, donnèrent pour résultat ce que dit Noix dans son ouvrage déjà cité, page 56.

Il avait écrit à plusieurs d'entre eux que l'intervention n'était qu'un prétexte pour envahir le pays; qu'il s'agissait d'une domination étrangère et que par conséquent il offrirait son épée aux démocrates; et ce furent peut-être ces lettres qui déterminèrent plusieurs des généraux du parti conservateur à rester au Mexique et à se rallier à Juarez en profitant de l'amnistie qui leur était offerte.

Quoi qu'il en soit, l'Espagne et l'Angleterre retirèrent leurs troupes, comme nous l'avons indiqué plus haut, et les Français restèrent à Orizava.

Le général Lorencez vint prendre le commandement des troupes; il arrivait accompagné de M. Juan N. Almonte, auteur principal de l'intervention, qui nomma un ministère et qui organisa un gouvernement contre lequel Miramon protesta dans la lettre que nous avons déjà rapportée.

Le gouvernement mexicain se prépara à la défense; il fortifia la place de Puebla et mit 4,000 hommes sous les ordres

¹ M. D. Manuel Maneyro est mort, mais son frère Louis, qui est actuellement consul de la République à Bordeaux, peut affirmer la véracité de ce que nous avançons.